Les états généraux de la sécurité à l'école : l'arbre qui cache la forêt

Pour la CGT Educ'action, l'annonce d'états généraux de la sécurité à l'école est une opération de communication destinée à calmer le mécontentement qui monte dans les établissements au moment où se discutent les TRMD.

La massification de l'éducation a profondément modifié le système éducatif qui reste, malgré tout, un système élitiste qui laisse beaucoup trop de jeunes sur le bord de la route. Les conditions socio-économiques se sont dégradées et offrent à ces jeunes peu de perspectives d'avenir.

La violence scolaire a toujours existé. Ce qui était considéré comme des faits divers (agression d'un élève ou d'un enseignant), et pratiquement pas médiatisés, est devenu un phénomène sociologique, abondamment étudié depuis les années 1990. Ce phénomène a fait l'objet de politiques publiques inefficaces qui ont glissé progressivement du préventif au tout répressif. Dans les discours tenus par Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux ou Luc Chatel, l'amalgame est fait entre violence scolaire, lycées de banlieue, ce qui permet de stigmatiser l'ensemble des jeunes déjà isolés par des politiques d'urbanisation incohérentes. Dans les discours présidentiels, les jeunes de banlieue sont assimilés à de dangereux délinquants, trafiquants de drogues, organisés en gangs, prêts à investir les établissements scolaires. **Nous avons là tous les ingrédients sécuritaires bien « utiles » en période de campagne électorale.**

Contrairement à ce qu'exposent les médias, le gros de la « violence scolaire » est composé d'insultes verbales, d'incivilités (bousculades, insultes…) harcèlement… qui ont lieu à l'intérieur des établissements. Ces incidents traduisent surtout l'incapacité pour l'Education nationale à accueillir correctement les élèves et à prévenir les tensions du fait d'un manque de moyens et de personnels adultes formés aux problèmes de l'adolescence (enseignants, conseillers principaux d'éducation, médecins et infirmières scolaires, assistantes sociales, surveillants). Lorsque les enseignants parlent « d'insécurité », ils ne pensent pas forcément aux agressions physiques qui restent circonscrites à certains établissements dans des zones particulièrement dégradées, mais au stress, agressions morales et pressions quotidiennes dues à la surcharge de travail et à la dégradation des conditions de travail.

C'est pour cela qu'avec une politique budgétaire de paupérisation de l'Education nationale, la CGT Educ'action n'attend rien de ces états généraux.

Montreuil le 18 février 2010

CGT Educ'Action – 34 Bd Jean Jaures 06300 Nice
secacad@cgteducactionnice.org **06.62.01.08.93** http://cgteducactionnice.org/